

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Pour notre Parti (*Fernand Loriau*). — La Classe au-dessus du Parti (*Amédée Dunois*). — Les Étapes de la Politique Economique des Soviets : La Question de la Terre et la Révolution (*André Julien*). — La Semaine Internationale (*Robert Pelletier*). — La Semaine Politique (*C.-E. Labrousse*).

Comment devient-on communiste (*Ch. Massart*). — L'Art dans la Russie des Soviets (*Jacques Meslin*). — Le Commerce et l'État prolétarien. — Le Congrès des Révolutionnaires de l'Extrême-Orient (*Sen Katayama*). — Chronique Internationale : Allemagne (*Ernst Mayer*).



RAKOVSKI

SECOURONS NOS FRÈRES DE RUSSIE



POUR NOTRE PARTI

LE Parti communiste français, comme d'ailleurs les autres organisations à caractère prolétarien, éprouve actuellement de grandes difficultés à recruter de nouveaux adhérents. Il semble même qu'en certains endroits, on ait quelque peine à conserver les anciens effectifs.

Certes, nous n'avons pas à nous alarmer outre mesure de cette situation : il est bon cependant qu'on l'examine et qu'on en recherche les causes.

Ces causes sont d'ordres divers : les unes sont extérieures au Parti et il ne dépend pas de celui-ci de les faire disparaître ; les autres sont spécifiques et le Parti peut et doit les supprimer sans délai.

D'une façon générale, le prolétariat organisé paye aujourd'hui l'erreur de son attitude passée, la confiance accordée trop longtemps aux socialistes félons, la lenteur et la timidité de son évolution, son impuissance à convaincre

les masses exploitées que leur sort était lié à celui de la Révolution russe et à entraîner ces masses à l'action.

Le fait que la Russie est aujourd'hui contrainte de négocier avec les gouvernements capitalistes, aucun gouvernement prolétarien n'étant constitué, réagit sur le prolétariat mondial et diminue la force attractive des organisations révolutionnaires.

En outre, la crise économique mondiale, marquée dans la classe ouvrière par le chômage, la baisse des salaires, l'insécurité, la misère et les servitudes, pèse de tout son poids sur le Parti communiste, comme sur les syndicats.

Le travailleur qui n'arrive plus, malgré ses efforts, à boucler son budget est naturellement porté à considérer les cotisations qu'il verse au Parti et ailleurs comme des dépenses somptuaires. Il en fait souvent l'économie pour éviter les récriminations amères de son entourage

familial. Si certaines de nos sections ont vu, sans raison apparente, fondre quelque peu leurs effectifs, il faut en voir surtout la cause dans les difficultés matérielles de l'existence actuelle du salarié.

La bourgeoisie met, d'ailleurs, visiblement à profit cette situation et le répit que lui laisse la révolution. La crise, qui rend disponible une quantité toujours plus grande de main-d'œuvre permet au patron de se montrer exigeant. Il lui est plus aisé de tenir en main son personnel, de renvoyer l'ouvrier dont il suspecte les sentiments ou dont il redoute l'action. Il peut imposer comme condition d'embauche la garantie qu'il n'a pas affaire à un militant ; il peut exercer une pression victorieuse sur celui qu'il salarie en le plaçant dans l'obligation de choisir entre son gagne-pain et son organisation de classe.

Les phénomènes extérieurs qui influent sur le recrutement du Parti ne sont pas tous d'ordre bourgeois. L'inévitable et nécessaire rupture universelle des anciens Partis socialistes, la coexistence de différents centres d'attraction ouvriers, déroulent à la fois leurs effets bien-faisants et néfastes, ceux-ci étant, d'ailleurs, largement dépassés par ceux-là. La controverse passionnée qui a accompagné la scission et qui se poursuit pour le regroupement définitif des forces prolétariennes a précisé les positions respectives des Partis, dégagé la révolution de l'équivoque réformiste qui l'enveloppait et la paralysait, éclairé les différentes voies où peut s'engager le prolétariat mondial.

Il serait cependant puéril et dangereux d'affirmer que la clarté projetée dans la voie révolutionnaire a déjà transformé en certitude consciente l'instinct qui pousse naturellement la classe ouvrière dans cette voie.

Le chemin du moindre effort et du minimum de sacrifices ouvert par les protagonistes de la réforme et de l'évolution de la démocratie bourgeoise attire encore par le mirage de ses promesses l'attention hésitante des foules égarées.

Non seulement nos débats avec les autres Partis n'ont pas encore été compris de ces foules, mais ils ont provoqué un désarroi passager habilement entretenu et exploité par la bourgeoisie.

Beaucoup d'ouvriers, de petits employés, de paysans pauvres que la force démonstrative des événements n'a pas encore touchés restent dans une position d'attente parce qu'ils se

croient pris entre la duperie du réformisme et l'esprit d'aventure de la révolution.

Mais si les raisons que nous venons d'exposer expliquent partiellement pourquoi nous recrutons difficilement, il reste à rechercher pourquoi nos propres adhérents ne mettent pas tous le même empressement à reprendre cette année la carte du Parti.

La baisse des salaires et le chômage, coïncidant avec la décision du Congrès de Marseille de relever très sensiblement le prix de la carte et du timbre ont assurément éloigné de nous, provisoirement, il faut l'espérer, un certain nombre de camarades.

Cependant, si l'on considère que depuis longtemps déjà, à une époque où la crise économique n'avait pas encore pris la forme aiguë qu'elle présente en ce moment, des membres du Parti, à jour de leurs cotisations pour l'année entière, ont d'abord espacé leurs présences dans les sections, pour s'abstenir ensuite d'y paraître et laisser aujourd'hui leurs cartes en souffrance, il faut bien convenir que les préoccupations financières ne sont pas les seules qu'on puisse invoquer.

A quoi donc attribuer cette sorte de crise morale dont il faut chercher les causes, cette fois, dans le Parti lui-même ?

S'il fallait, en une formule lapidaire, faire la synthèse de ces causes, nous dirions que le nouvel adhérent ne trouve pas suffisamment dans le Parti ce qu'il y était venu chercher, et ce qu'il est en droit d'y trouver.

Il n'entre pas dans notre pensée de nous livrer ici au vain jeu des récriminations stériles. Nous savons que, dans son ensemble, le Parti communiste français, malgré ses imperfections et ses erreurs qui engagent, d'ailleurs, notre propre responsabilité, reste l'instrument indispensable et fort de la Révolution sociale.

Mais il souffre d'un malaise ; son pouls bat depuis un certain temps d'une façon désordonnée. C'est notre devoir commun de le ramener à une température normale, d'agir en sorte qu'il ne puise pas davantage les ressources de son activité dans sa propre substance.

En allant au syndicat, l'ouvrier se représente aisément le résultat plus ou moins immédiat qu'il peut obtenir en échange des sacrifices qu'il consent. Il compte y traduire avec ses camarades sa volonté de résister au patron qui l'exploite. Il sait qu'il trouvera là l'écho de ses misères quotidiennes et la force collective capable d'agir directement sur son exploiteur.

Il ne voit pas toujours aussi clairement, si on néglige de le lui faire apercevoir et si on ne lui en fournit pas les preuves d'une façon constante, le profit qu'il peut tirer de son adhésion à un Parti politique.

Pour qu'il vienne au Parti communiste et surtout pour qu'il y reste, il faut qu'il ait et garde l'assurance que c'est bien là SON Parti, le Parti des exploités comme lui, dans lequel il tiendra le langage qu'il tient au syndicat, qu'il fera profiter de l'expérience acquise par lui dans la rue, à l'usine, au foyer familial..., où il se familiarisera avec les multiples problèmes posés par sa volonté d'affranchissement total, où il sentira qu'il travaille bien et méthodiquement pour la Révolution sociale.

Notre Parti est-il présentement en état de lui donner cette assurance ? Il serait téméraire de l'affirmer.

Aux champs, au bureau, à l'atelier, à l'usine, le travailleur sait parfois que le camarade qui besogne à côté de lui appartient au Parti communiste. Il entend bien qu'il lui parle souvent de ce Parti sans réussir cependant à le convaincre d'y entrer.

C'est que s'il sent près de lui l'individualité communiste, il ne sent pas la collectivité. Celle-ci n'intervient pas dans sa vie et ses préoccupations journalières. Il ne se découvre avec elle aucun lieu direct et n'ira à elle, le plus souvent, que si ses moyens matériels et ses loisirs lui permettent de satisfaire son éventuelle curiosité d'esprit.

S'il est entraîné au meeting, il n'y reçoit, trop fréquemment, qu'une étincelle fugace qui s'éteint rapidement lorsqu'il se trouve repris par l'étau de la vie.

L'étude des moyens propres à entretenir cette étincelle, à l'aviver, à étendre peu à peu le foyer qui finira par éclairer la conscience, n'a pas encore été entreprise par le Parti. Ce n'est cependant pas là une œuvre chimérique et nous reviendrons à l'occasion sur ce sujet.

L'ouvrier qui lit l'*Humanité* est presque toujours un sympathisant. Il vote aux élections pour nos candidats, applaudit nos orateurs dans les réunions publiques, sait que le capitalisme c'est l'esclavage des salariés comme lui, la misère et la guerre. Il se déclare révolutionnaire parce qu'il sent dans son cœur gronder parfois la révolte. Mais a-t-il bien souvent l'occasion de découvrir dans ses lectures les raisons profondes d'adhérer à un Parti qu'il distingue sans doute plus ou moins confusé-

ment des autres, mais dont le véritable caractère lui échappe ?

S'il adhère au Parti, il lui faudra beaucoup de perspicacité, beaucoup de patience pour discerner ce qu'il représente de force consciente et s'attacher définitivement à lui.

Il est venu offrir à la Révolution son cerveau et ses bras et il lui semble que rien n'est organisé pour l'utilisation de ce qu'il apporte.

Les joutes oratoires, dont nos sections sont trop souvent le théâtre, le lassent. Il observe qu'on ne lui demande rien et que ses absences ne sont pas remarquées. C'est déjà presque un adhérent perdu.

Il importe que le Parti se préoccupe de cette situation à laquelle il est facile de remédier. C'est une question d'organisation que nous ne pouvons aujourd'hui traiter ici, mais à laquelle il faudra bien qu'on s'attache.

Il est peut-être vrai que nous manquons d'hommes, mais ce qui est certain, c'est que l'inorganisation actuelle ne permet pas d'utiliser rationnellement ceux que nous possédons. On n'exige pas assez des uns, trop des autres. Il ne suffit pas d'être orateur pour être apte à cumuler, comme sont contraints de le faire chez nous ceux qui sont à la tête du Parti, les fonctions d'organisateur, d'administrateur, de propagandiste, de journaliste...

De même, il importe beaucoup moins d'agir au sens propre du mot que de coordonner méthodiquement et intelligemment les efforts.

Pour l'examen du problème que nous venons d'effleurer, pour l'organisation de l'activité générale du Parti, pour la création des organismes qui nous manquent, notamment de la forte direction politique préconisée par l'Internationale communiste et dont l'absence se fait de plus en plus lourdement sentir, pour la détermination exacte de la fonction, de l'autorité et de la responsabilité de nos représentants, nous nous associons au vœu formulé par la 13^e section de convoquer sans retard un Congrès national extraordinaire au cours duquel seraient renouvelés les organismes centraux du Parti et nous demandons à toutes les sections et fédérations de s'associer également à ce vœu.

F. LORiot.

**SECOURONS NOS
FRERES DE RUSSIE**

La Classe au-dessus du Parti

La préparation du cours que je viens de faire à l'École du Propagandiste sur le syndicalisme m'a fait revivre en esprit les brillantes années où la Confédération Générale du Travail était à l'extrême pointe du combat pour la révolution prolétarienne.

Le syndicalisme révolutionnaire était alors la doctrine, la *confession* commune d'hommes venus de tous les points de l'horizon socialiste : guesdistes, blanquistes, jaussistes, hervéistes, anarchistes. Ces hommes avaient pu recevoir les empreintes d'une hérédité et d'une éducation socialistes différentes ; ils n'en étaient pas moins tous d'accord dans l'action. Animés d'une foi profonde dans la mission historique du prolétariat, dégoûtés des bavardages insipides de l'électoratisme coureur de mandats et des compromissions funestes du parlementarisme coureur de portefeuilles — en un mot, dégoûtés de l'illusion démocratique — ils croyaient à la possibilité de réunir, tôt ou tard, la grande majorité de la classe ouvrière autour de revendications immédiates telle que la journée de huit heures, ou de mots d'ordre à demi symboliques tel que la grève générale — la grève générale qui, aux yeux des syndicalistes, était la forme *vraiment prolétarienne* de la révolution sociale.

A ceux qui préconisaient la révolution par la conquête « pacifique et graduelle » — autrement dit, électorale et parlementaire — des pouvoirs publics les syndicalistes répondaient : « La révolution, oui ! Mais par la grève générale ! » Et cela signifiait dans l'esprit de ces hommes énergiques, non pas je ne sais quelle opposition anarchiste à la *conquête réelle* du pouvoir politique, mais seulement à sa *pseudo-conquête* par les moyens démocratiques, par les pseudo-moyens — pistolet de paille et sabre de bois ! — de la légalité bourgeoise.

A ceux qui préconisaient la révolution par le Parti politique, et par lui seul, les syndicalistes répondaient : « La révolution, oui ! Mais par les syndicats ! » Et cela signifiait qu'ils comptaient bien amener à l'idée de révolution totale les travailleurs non révolutionnaires embrigadés dans les organisations ouvrières. Non

qu'ils eussent pour la propagande théorique qui s'adresse aux cerveaux une inclination particulière : à vrai dire, ils n'y croyaient que très peu. Avant tout, ils croyaient à l'action plus qu'aux propagandes orales ou imprimées. L'action n'est-elle pas la grande éducatrice ? L'action n'est-elle pas supérieure à tous les catéchismes ? Et l'action, pour eux, c'était la *lutte de classes* des marxistes, la lutte génératrice de la conscience de classe qui fait du prolétariat une force collective, un *tout indivisé*.

**

Mais le syndicalisme avait une autre caractéristique, plus précieuse encore. S'il concevait la révolution *par les syndicats*, c'est qu'il la concevait d'une façon plus générale *par les masses*, dont les syndicats seront toujours, qu'on le veuille ou non, une expression plus immédiate et plus directe que les Partis. Volontiers, il eût dit avec Marx et Engels : « Tous les mouvements sociaux jusqu'ici ont été accomplis par des minorités au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité ». Or, les Partis divisent, au lieu que les syndicats tendent à réunir. Cette idée que les syndicats, et les syndicats seuls, auront enfin raison de l'individualisme que les prolétaires ont hérité de la bourgeoisie et feront d'eux *une classe* organisée, consciente et politiquement capable, cette idée revient à tout instant dans la littérature syndicaliste d'il y a quinze ans. Pour entrer dans le Parti, disaient les syndicalistes, il faut être déjà socialiste, tandis que pour entrer au syndicat, il suffit — condition unique ! — d'être un travailleur salarié. Tous les travailleurs ne sont pas socialistes ; il en est de nombreux qui, étant radicaux, sillonnistes, anarchistes... ou rien du tout, n'ont point de place dans le Parti : ils en ont une au syndicat. Le Parti n'agrègera jamais que des minorités plus ou moins imposantes ; tandis qu'il n'est pas interdit de penser qu'un jour viendra où tous les travailleurs, sans distinction d'opinion politique ni de confession religieuse, appartiendront à la Confédération Générale du Travail.

Je ne discute pas ici ces idées ; je n'ai pas l'intention de démêler aujourd'hui ce qu'elles contiennent à la fois d'erreur et de vérité. Mais à l'heure où le mot d'ordre du front unique fait l'objet de toutes nos délibérations communistes, il ne me déplaît pas de constater que la plupart de ceux qui, dans le Parti, ont passé par la bonne école du syndicalisme révolutionnaire ont adhéré sans coup férir au front unique — c'est-à-dire à l'effort convergent, par-dessus les idéologies divergentes, de toutes les forces, de toutes les fractions de la classe ouvrière. Les espérances que, jadis, ils fondaient sur le syndicalisme — et que d'autres avant eux avaient fondées sur le socialisme politique — ils demandent au front unique de les réaliser aujourd'hui.

Les temps ont changé. Les anciennes unités n'ont pas longtemps survécu à la guerre : l'unité syndicale s'est brisée, après l'unité socialiste. Aux trois Internationales politiques se juxtaposent à présent deux Internationales syndicales. Ni sur le terrain économique, ni sur le terrain politique, l'unité de pensée n'a pu se maintenir. Chacun a suivi sa pente, chacun s'en est allé de son côté. Pourquoi récriminer contre la force des choses ? Elle fait souvent bien ce qu'elle fait.

Politiquement, économiquement, la classe ouvrière est divisée. Il n'y a que de faibles chances pour que l'unité d'organisation se rétablisse avant longtemps. Des Partis et des syndicats séparés vont mener dans chaque pays, selon des méthodes distinctes, la bataille du prolétariat. Mais si l'unité d'organisation est brisée, l'unité de classe est intacte : contre elle pas de scissions possibles, pas d'exclusions qui fassent ! La classe ouvrière est une, en dépit de différenciations ethniques ou nationales qui portent la marque indélébile des siècles ; à plus forte raison l'est-elle, en dépit de différenciations politiques ou de différenciations syndicales qui ne datent que d'hier et qui sont loin d'être éternelles.

Cette unité de classe se manifeste par des intérêts communs dont la défense et le développement nécessitent forcément des actions communes. Intérêt commun de la classe ouvrière, la défense de la journée de huit heures ; intérêt commun, la lutte contre la réduction des salaires, contre le militarisme, contre la guerre, contre la réaction capitaliste. Eh bien, c'est sur ces intérêts communs à la classe ouvrière tout entière que se fonde l'Internationale

communiste quand elle appelle tous les Partis ouvriers, tous les syndicats ouvriers sans acception de tendances à réaliser, chaque fois qu'il le faut, partout où il le faut, la grande idée du front unique.

Où les Partis ont échoué, où le syndicalisme lui-même a échoué, la tactique du front unique qui n'implique ni unité doctrinale, ni unité organique, mais unité dans des actions déterminées — sera-t-elle plus heureuse et réussira-t-elle ?

Elle réussira si nous sommes assez communistes pour mettre au-dessus du sentiment de parti, le sentiment de classe.

Amédée DUNOIS.



Bibliothèque - Communiste - PARIS

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 59
KERTENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> .. épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> .. épuisé	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> épuisé	
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste au 2^e Congrès)</i>	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i> épuisé	
<i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25

En vente à la Librairie de « l'Humanité »

LES ÉTAPES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DES SOVIETS

La Question de la Terre et la Révolution

Durant les derniers mois de 1916, le peuple russe des villes et des campagnes était parvenu par l'expérience à des conclusions identiques à celle de l'internationalisme doctrinaire. Il proclamait que la guerre se faisait au profit d'une minorité de profiteurs dont on ne viendrait à bout que par une transformation totale du régime économique et politique.

La guerre avait, par ailleurs, accentué, dans les campagnes, la différenciation économique qui s'y était dessinée depuis 1907, au lendemain des réformes de Stolypine, pour la reconstitution de la petite propriété. Ce furent encore les gros producteurs qui profitèrent du bouleversement qui ruina les petits. Les possesseurs de grands domaines furent rarement mobilisés et disposèrent de la totalité de la main-d'œuvre des réfugiés et des prisonniers, tandis que la petite propriété, laissée à ses seules ressources, perdit 50 % de ses bras.

Le lien fut rompu qui unissait traditionnellement l'agriculture et l'industrie et les paysans demeurés au champ durent renoncer aux travaux de saison à la ville.

Ces conditions inférieures de lutte entraînèrent une augmentation considérable des exploitations sans culture et sans bétail. Le prolétariat agricole ainsi accru s'habitua, de plus en plus, à considérer que la suppression de sa misère était subordonnée à la suppression du régime.

La révolution de mars ne fut faite que par le prolétariat de Petrograd et de Moscou. Les paysans n'eurent qu'à en profiter. « C'était alors, comme le dit plus tard Lénine, une révolution bourgeoise dans la mesure où la lutte de classe n'avait pas encore gagné les campagnes. »

La classe paysanne tout entière unissant le prolétaire des champs, le paysan moyen et même le gros fermier ou *koulak*, l'accueillit avec enthousiasme. Partout, dans les campagnes, elle créa spontanément des soviets et déserta les élections aux vieilles assemblées provinciales : les *zemstvos* que le gouvernement de coalition voulait lui imposer.

L'Union des villages où se confondaient paysans riches et pauvres, dans la lutte contre les gros propriétaires, ne dura pas longtemps. Les propriétaires moyens et les propriétaires des régions surpeuplées du Sud et de la zone forestière du Nord se hâtèrent de rompre avec la communauté pour créer des associations libres ou *artels* ; les émigrants constituèrent des unions qui se heurtèrent au cours de leurs voyages à la résistance égoïste des communautés possédantes.

Les *koulaks*, de leur côté, se groupèrent surtout dans le Sud-Est et les provinces de la Volga.

Le gouvernement de coalition avait reculé devant une solution héroïque du problème des terres. Les tentatives timides de Tchernov, un des hommes les plus en vue du parti socialiste-révolutionnaire, pour créer des Comités de terre, ne firent que précipiter la chute du ministre.

Les gros propriétaires soutenus par la force armée qui souvent se tournait contre eux, voulut maîtriser par la force les mouvements sporadiques. Mais il était trop tard.

L'autorité centrale était impuissante à arrêter

par la promesse d'une Constituante ou l'envoi de troupes, l'élan de tout un peuple ; le moujick, au contraire, avait appris l'étendue de sa force. Il répondit à la répression par de plus larges confiscations, parfois violentes, des grandes propriétés. Des bandes d'émigrants marchèrent vers les terres riches, malgré l'opposition des cosaques et des Tartares. En Asie, dans les régions sèches, le prolétariat s'empara des sources d'où dépendait la richesse du sol.

Partout la révolution agraire s'affirmait. Les bolchevistes, en prenant le pouvoir, en novembre 1917, la trouvèrent déjà avancée, mais ils constatèrent que les mouvements s'étaient développés sans ordre ni cohésion. Les paysans n'avaient pas suivi de plans concertés que ceux de France durant la *grand-peur* de juillet-août 1789.

Le gouvernement de coalition, en été 1917, comme la Constituante, 128 ans plus tôt, s'était trouvé devant un fait accompli. Il n'avait pas eu le courage de l'accepter. Les hommes d'octobre favorables à la confiscation des terres héritèrent d'une tâche difficile. Il leur incombait de mettre de l'ordre dans le chaos et de canaliser les tendances anarchiques qui, jusque-là, avaient dominé.

Les bolcheviks se heurtèrent aux mêmes difficultés que les conventionnels de 1793, car la masse paysanne, de quelque pays qu'elle soit, se montre pareillement rebelle aux membres de salut public. C'est un fait que les décrets communistes rencontrèrent des résistances analogues à celles que les paysans de France opposèrent aux décrets de la Convention. Il n'en pouvait être autrement. Aussi les bolcheviks durent-ils, comme les jacobins, recourir à des mesures héroïques pour sauver la révolution.

Ils avaient sur les conventionnels la supériorité d'être passés par le marxisme et d'arriver à la révolution avec un corps de doctrine solidement constitué depuis 1904. Pour eux, la terre appartenait intégralement à la nation. Sans doute pouvait-elle être partagée entre les paysans pour les besoins de la culture mais à titre précaire et sans qu'ils pussent la posséder individuellement.

Telle était la doctrine dans toute sa rigueur. Pour que le gouvernement pût fournir aux paysans, en retour des prestations, produits manufacturés, habits et objets d'usage courant, il faut un pays dont l'existence soit exempte de troubles et où l'industrie suffise aux besoins des campagnes. La Russie révolutionnaire était loin de se trouver dans ce cas.

Aux heures critiques d'invasion, quand il fallait sauver les villes menacées de famine, on dut recourir à des moyens exceptionnels ; pendant les trop rares semaines d'accalmie, on tendit à établir un régime normal d'approvisionnement ; enfin, après la fin de la guerre polonaise, les perspectives de paix amenèrent le gouvernement à envisager une politique nouvelle entièrement subordonnée à la restauration de l'industrie. *Aucun moment pourtant*, le but final ne fut perdu et les solutions choisies, selon les circonstances, furent toujours celles qui permettaient de marcher, du pas le plus sûr, vers l'établissement du communisme.

André JULIEN.

La Semaine Internationale

Les préparatifs de Gênes

Semaine d'attente, semaine d'organisation des forces capitalistes de chaque pays en prévision de la bataille à livrer pour tirer de l'aventure le plus de bénéfices possibles.

Les experts français se sont réunis et un communiqué officieux fait connaître ce qu'ils ont voulu rendre public. Cela suffit pour enregistrer une défaite de M. Poincaré. Les experts ne se sont pas plus souciés du fameux memorandum de l'illustre président du Conseil, que d'un article de Gustave Hervé. Leurs conclusions contredisent la théorie gouvernementale sur deux points principaux. Les experts croient inutiles et dangereux de vouloir imposer à la Russie une transformation complète de ses lois sociales et économiques. Ils repoussent le principe des capitulations et préconisent les tribunaux mixtes. Comme M. Seydoux, le principal auteur du rapport est un fonctionnaire des affaires étrangères, on peut se divertir un instant à la pensée de la bataille engagée entre M. Poincaré et ses bureaux.

La théorie des experts n'est cependant pas acceptable encore pour les Soviets. La prétention d'installer dans les ports et les centres industriels russes des tribunaux où les Français, les Anglais, les Italiens, etc., rendraient la justice est attentatoire à la souveraineté du peuple russe, même avec le correctif du tribunal mixte. Par ailleurs, le rapport des experts sera examiné en Conseil des ministres et M. Poincaré n'est pas tenu d'en adopter les conclusions. Il faudrait qu'il ait beaucoup changé pour accepter de revenir sur les principes d'un memorandum dont il est si fier. La presse du Bloc National lui suggère d'ailleurs, tous les matins, une nouvelle condition à imposer à la Russie. La dernière en date et la plus à la mode c'est le désarmement de l'armée rouge. Au moment où Makhno et Petlioura en Roumanie, Savinkov en Pologne, Wrangel en Yougo-Slavie, réorganisent leurs bandes et leurs armées, le désarmement de la Russie la mettrait à la merci des aventuriers. La Révolution russe n'a pas lutté héroïquement pendant quatre ans pour se laisser étrangler à Gênes.

Les conciliabules de la Petite Entente

La Petite Entente tient une conférence à Belgrade. Il s'agit de se mettre d'accord en vue de la conférence de Gênes. Il n'est pas certain que ce grand effort soit couronné de succès. La Tchéco-Slovaquie de M. Benès voit les affaires industrielles de Russie au premier plan. La Roumanie veut conserver les provinces russes qu'elle occupe et s'attend à voir la question posée à Gênes. Quant au gouvernement du roi fusilleur de Belgrade il redoute toute aug-

mentation du prestige et de l'autorité des Soviets, car le Parti Communiste Yougo-Slave l'empêche de dormir.

A Varsovie la question est autre. Il s'agit de savoir qui l'emportera des capitalistes polonais qui n'étant pas directement intéressés dans les industries de guerre — les canons et les munitions polonaises viennent de France — sont portés à vouloir momentanément la paix et des militaires polonais, qui rêvent de conquêtes et de la plus grande Pologne.

Le général Wrangel s'est rendu à Belgrade dans l'espoir d'influencer la Petite Entente et de l'entraîner dans une guerre. Il serait intéressant de connaître les instructions que M. Poincaré a données au ministre de France à Belgrade.

La crise anglaise

Pendant que les gouvernements préparent la défense des intérêts de leurs commettants capitalistes l'Angleterre traverse une grave crise gouvernementale et se demande si M. Lloyd George sera son représentant à la Conférence internationale. Le Premier anglais qui est au pouvoir depuis six ans avait su prolonger à son profit la coalition des conservateurs et de la plus grande partie des libéraux. Cette coalition née de la guerre se disloque. A l'intérieur du capitalisme anglais les vieilles oppositions d'intérêt entre ses deux principales fractions se sont réveillées. M. Lloyd George a certes fait tout en son pouvoir pour que l'impérialisme anglais retire de la guerre le maximum de bénéfices. Mais il a rencontré des problèmes considérables. L'Irlande, l'Égypte, l'Inde, le chômage, la crise du commerce anglais. Il a résolu — provisoirement — les uns, il essaie de résoudre les autres. Mais ses solutions et ses méthodes soulèvent la réprobation des conservateurs extrémistes. La haine des Sinn-Feiners et des Bolcheviks, la crainte des mouvements ouvriers font souhaiter aux conservateurs ultra le départ de M. Lloyd George. Les dernières élections partielles qui ont donné aux travaillistes des sièges traditionnellement dévolus aux conservateurs, font penser à ces derniers que les élections générales étant inévitables, le seul moyen d'éviter une défaite est de sortir de la coalition et d'être le gouvernement des élections.

Les conservateurs ayant la majorité à la Chambre des Communes peuvent tenter l'aventure. Mais depuis plusieurs jours leurs chefs hésitent. M. Lloyd George et M. Winston Churchill ont trouvé un argument de poids en faveur de la coalition. Ils veulent organiser la lutte contre le communisme. Ils annoncent que la prochaine bataille électorale se livrera sur la formule : *Pour ou contre la Révolution* et les arguments ne leur manquent pas pour ré-

clamer l'unité de front des partisans de l'ordre capitaliste.

D'autre part, M. Lloyd George réclame une entière confiance pour aller à Gênes. Il ne veut pas que la ville ligurienne lui vaille la même désagréable surprise que Cannes. Et comme toute sa vie démontre qu'il tient plus au pouvoir qu'à ses idées, M. Lloyd George renflouera peut-être son bateau en promettant aux conservateurs d'avoir la main ferme avec les terribles représentants de la République des Soviets.

Fiume recommence

La comédie fiumaine que joua longtemps d'Annunzio avec ses *arditi* semblait être terminée. L'Italie s'était engagée formellement à respecter la nouvelle ville libre. Fiume s'était donné un gouvernement local et risquait d'être oubliée. Brusquement les fascistes ont changé tout cela. Assaut, bataille, canonnade, prise de vive force du palais gouvernemental, capture du chef de gouvernement, voilà un beau

film cinématographique qui n'a guère coûté que trois morts.

On a mis en avant toutes les grandes formules de l'irréductibilité, on a reproché à M. Zanella, le gouverneur destitué, d'avoir montré un faible italianisme. La vérité semble bien avoir été donnée par la dépêche qui parle d'opposition entre les chemins de fer italiens et la *Standard Oil*.

Comme les 1.700.000 Français de la *grande guerre*, les trois victimes de la nouvelle aventure fiumaine sont morts pour une combinaison financière. Il est vrai qu'ils ne seront pas les derniers si la Yougo-Slavie veut rappeler les fascistes au respect du traité de Rapallo. Quant au gouvernement italien il cherche le moyen de sembler se conformer à sa signature et de laisser les aventuriers de Mussolini maîtres de Fiume.

Le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Schanzer n'innove guère en la circonstance. Du temps de d'Annunzio la même méthode a déjà servi.

Robert PELLETIER.

La Semaine Politique

Les troisièmes

“ crédits provisoires ”

Si l'histoire vous amuse, avouez qu'on nous la prodigue sans marchandage ; pour la troisième fois, les Chambres viennent de voter des « crédits provisoires » applicables, ceux-ci, au mois de mars. Il s'agit, en langage plus vulgaire, des douzièmes provisoires du budget des dépenses « recouvrables ». Il demeure bien entendu, à part cela, que les Chambres bourgeoises, notamment celle du Bloc National, votent le budget à temps et qu'on ne connaît plus le régime ruineux des douzièmes. C'est un dogme. Ouvrez la petite brochure apologetique éditée récemment par les gens de la majorité, vous l'y verrez affirmé avec une tranquillité désarmante.

Il est vrai que la commission sénatoriale a juré, par le fauteuil de Chéron, que c'était là le dernier douzième. Le budget des dépenses recouvrables doit être, désormais, étudié sans désespérer.

Les crédits réclamés s'élèvent à 635 millions pour le budget spécial et à 47 millions pour le compte des troupes d'occupation : 635 millions sur lesquels le moins qu'on puisse dire, c'est que les petits sinistrés n'auront pas — des précédents l'ont trop clairement montré — un droit de priorité incontestable ; 47 millions de frais militaires d'occupation, à l'heure où les millions ne pleuvent pas les caisses, sur

tout celles du budget recouvrable ; et ce chiffre représente un total fortement réduit de dépenses militaires !

Désordre, gaspillage, privilège de classe : c'est la triple devise des finances bourgeoises.

Protectionnisme

Ils auraient bien tort de se gêner, n'est-ce pas, nos bons amis d'outre-Atlantique ? D'abord, ils sont les plus forts. Et puis, nous leur avons donné un si bon exemple depuis trente ans. Les grandes nations européennes leur ont donné un si bon exemple... Sans parler des excellentes dispositions de l'oncle Sam, magnifiquement attestées par les vieux bills Mac-Kinley.

L'oncle Sam continue. La commission des finances du Sénat américain vient de rejeter les nouveaux projets de tarifs douaniers qui lui étaient soumis : la liédeur relative de leur esprit protectionnisme a causé leur disgrâce.

La commission des finances patronne un autre projet dont voici les caractéristiques :

Les droits de douane seront calculés, d'après la valeur que présente, sur le marché étranger, la marchandise importée : *le Président des Etats-Unis a le pouvoir d'élever ces droits de 50 %, lorsqu'il jugera la concurrence étrangère préjudiciable aux intérêts américains :*

Des surtaxes spéciales frapperont les pays à change déprécié, lorsque la devise de ces

pays sera inférieure à 70 % par rapport au pair.

Voilà donc la guerre douanière bien en train ; à l'heure où un libre-échange compréhensible pourrait seul solliciter le concours de toutes les richesses économiques indispensables au relèvement du monde.

Et puis, on commence par la guerre douanière. On finit par l'autre. Il est naturellement permis de compter fermement sur la politique de prohibitionnisme de notre Chambre pour hâter cette heureuse évolution.

L'Alliance fatale

L'évêque d'Arras vient de lancer, à propos du carême, un mandement du plus haut intérêt. L'honorable prélat prêche la réconciliation de l'Eglise et de l'Etat bourgeois. A la bonne heure ! Voilà deux institutions faites pour s'entendre. Thiers l'avait compris depuis longtemps. Des politiciens imprudents avaient amené la rupture entre ces deux grandes forces destinées à collaborer pour « la plus grande gloire » et le plus grand profit du capitalisme. Un tel régime devait cesser. Le *programme d'Arras* en offre les moyens.

Voici les principaux articles de ce programme :

Dégager la religion des intérêts de parti : — *Collaboration des catholiques au gouvernement* (les députés catholiques ne doivent pas craindre d'accepter des portefeuilles). Mais pas de parti catholique : — tous les catholiques n'acceptant pas encore la République, un semblable parti sera toujours suspect ; — nécessité d'un esprit nouveau (plus tolérant et plus sage), chez les partis de gauche.

L'erreur socialiste est d'entretenir, dans la classe ouvrière, l'hostilité contre la religion. (C'est une erreur surtout qui doit être combattue.)

Pacification religieuse dans le cadre des lois laïques. (L'Eglise déplore ces lois, mais elle a toujours su s'accommoder aux circonstances. Mieux vaut la paix religieuse dans la laïcité par un compromis basé sur la liberté, qu'une incessante incertitude de tolérance qui peut brusquement cesser.)

La loi scolaire et l'enseignement du catéchisme à l'école. *L'Eglise pourrait s'accommoder de l'école laïque si celle-ci acceptait qu'un aumônier pût, dans chaque lycée, assurer l'enseignement religieux.* (A noter que cet enseignement existe déjà : c'est donc l'enseignement religieux obligatoire que réclame le programme d'Arras !)

Le cas de conscience des instituteurs. (Le programme de l'évêque d'Arras rend hommage au dévouement des instituteurs et déclare que le curé et l'instituteur laïque, loin d'être des ennemis, pourraient collaborer.)

La concurrence de l'école libre à l'école laïque. (Cette concurrence ne paraît pas un obstacle insurmontable, et une entente, une bonne entente, est possible. Presque partout les écoles laïques sont trop exigües : l'école libre pourrait venir en aide à l'enseignement de l'Etat.)

Collaboration du gouvernement et de l'Eglise, du professeur et de l'aumônier, de l'insti-

tuteur et du curé, de l'enseignement d'Etat et de l'enseignement d'Eglise... : le beau programme. Les générations soumises qu'on préparerait ainsi !

Le plus insensé, c'est qu'une partie — de plus en plus faible, il est vrai — de la bourgeoisie française s'opposera à de tels projets. Le catéchisme laïc la gare, d'ailleurs, de bien des risques.

Le commerce avec la Russie

Quelques chiffres, pour revenir à une vieille habitude.

Le *Board of Trade* vient de publier récemment les chiffres concernant le commerce et le mouvement de la navigation entre l'Angleterre et la République russe.

Voici le tableau du mouvement de la navigation :

Voici maintenant les chiffres du commerce anglo-russe :

a) Navires venant d'Angleterre qui sont entrés dans les ports russes en 1921 :

	Chargés		Sur lest	
	Nombre	Tonnage net	Nombre	Tonnage net
Navires britanniques	29	41.155	14	20.918
Navires étrangers	95	86.256	39	40.584
Total....	139	155.747	51	53.335

b) Navires venant de Russie, qui sont entrés dans les ports anglais en 1921 :

	Chargés		Sur lest	
	Nombre	Tonnage net	Nombre	Tonnage net
Navires britanniques	29	41.155	14	20.918
Navires étrangers	171	145.167	7	13.492
Total....	200	186.312	21	34.410

Valeur des importations expédiées de Russie	£ 2.701.000
Valeur des exportations de Grande-Bretagne expédiées vers la Russie.....	£ 2.173.000
Valeur des exportations d'origine coloniale ou étrangère à destination de la Russie	£ 1.210.000

Soit environ un total de 300 millions de francs. C'est encore un chiffre très faible.

C.-E. LABROUSSE.

**Secourons nos Frères
de Russie**

Comment devient-on Communiste ?

Nous avons précédemment (1) essayé d'indiquer combien l'éducation socialiste, la culture théorique, étaient nécessaires à tous les militants. On ne peut songer à bâtir un édifice sans au préalable en asseoir solidement les bases. Discuter des questions sociales — les plus complexes de toutes — sans bien les connaître, c'est s'exposer à des erreurs inévitables qui peuvent avoir pratiquement les plus lourdes conséquences.

Nous nous excuserons de revenir sur l'affirmation de ces axiomes, mais nous savons, par expérience, combien certains camarades, très dévoués cependant ont parfois de peine à admettre l'utilité de la théorie et des théoriciens.

**

L'Allemagne, avons-nous dit, a été la première à organiser solidement l'éducation socialiste. Il aurait fallu pouvoir dépasser notablement le cadre restreint de cette étude pour exposer par le menu les efforts tenés, les résultats atteints par les socialistes allemands. Nous avons dû nous borner à quelques indications qui — nous l'espérons du moins — auront cependant permis de se rendre compte, d'une façon générale, du travail effectué dans ce pays.

Nous voudrions aujourd'hui examiner ce qui a été fait en Belgique en ce domaine. L'expérience belge, relativement ancienne déjà — elle remonte à 1911 — se continue encore aujourd'hui. Elle a donc opéré assez longtemps pour que nous puissions porter sur son fonctionnement un jugement assuré.

**

Résumons brièvement l'œuvre d'éducation socialiste belge.

En 1908, Vandervelde crée l'« *Ecole du Conseil général* » (2), destinée à former des militants propagandistes, et dont les cours se donnaient à Bruxelles. Cette institution ne produit aucun résultat appréciable.

La question de l'éducation socialiste est posée pour la première fois devant l'opinion socialiste belge par une série d'articles de Louis de Brouckère, parus dans le *Peuple* — organe du Parti ouvrier belge — en avril et mai 1910, établissant la nécessité d'une action socialiste plus systématique. Dans son dernier article — 19 mai 1910 — de

(1) Voir *Bulletin Communiste* du 23 février 1922.

(2) Le Conseil Général est le Comité Directeur du Parti ouvrier belge.

Les lecteurs du *Bulletin Communiste* n'ignorent pas que le Parti ouvrier belge (P.O.B.) est le Parti socialiste de Belgique, encore affilié à la 2^e Internationale, est son plus ferme soutien. Les communistes belges s'en sont détachés en 1920-21.

Brouckère préconise la création d'une « Fédération socialiste des œuvres d'enseignement ».

Le 11 août 1910, Wouters — actuellement ex-ministre social-démocrate du Travail — vient à la rescousse. Il décrit l'œuvre accomplie par deux institutions ouvrières anglaises : le « *Ruskin College* » (créé en 1900) et le « *Central Labour College* » (créé en 1909), à Oxford. Il termine son exposé en engageant la classe ouvrière belge à imiter ses camarades d'outre-Manche.

En octobre 1910 se crée, à Liège, la « Fédération provinciale des Œuvres socialistes d'enseignement ». Enfin, le 27 novembre 1910, Vandervelde annonce, dans le *Peuple*, qu'il a reçu, « pour l'Éducation ouvrière », 75.000 francs de Solvay, le grand fabricant de soude, le fondateur du Comptabilisme (1), et 20.000 francs d'un autre « philanthrope » bourgeois, M. Verstraeten. Et le 25 décembre de la même année, précisant la question, le *Peuple* publiait un projet de statuts de la *Centrale d'Éducation ouvrière*, que le « Conseil général » adoptait définitivement le 1^{er} février 1911.

**

Le terrain préparé, les statuts admis et la question d'argent réglée, on se met rapidement à la besogne.

Le 1^{er} mars 1911 entrait en fonctions, comme secrétaire de la « *Centrale d'Éducation ouvrière* » (C. E. O.) — tel fut le titre de la nouvelle institution — le citoyen Henri de Mau, qui, activement et avec un esprit pratique remarquable, organisa et développa l'œuvre nouvelle (2).

(1) Nous ne voudrions pas alourdir ce modeste travail par trop de notes. Il nous sera cependant permis de signaler combien il nous paraît intéressant de voir le *Bulletin Communiste* publier des études consacrées à l'œuvre des grands sociologues et économistes bourgeois — spécialement depuis le XVIII^e siècle — ou à ceux qui, sans mériter ce titre, tel Solvay, ont cependant produit une œuvre qui doit être connue de la classe ouvrière, ne fût-ce que pour la mettre en garde contre des illusions décevantes.

(2) Henri de Mau est, sans contredit, une des figures les plus intéressantes du P.O.B. Jeune encore lorsqu'il a pris la direction de la C.E.O., il avait déjà un passé de militant. Il s'était occupé, avec Karl Liebknecht, de la fondation de l'*Internationale des Jeunesses Socialistes*, dont il fut le secrétaire. Il parcourut la plupart des pays d'Europe, travaillant comme journaliste, militant spécialement dans les pays centraux. Linguiste consommé, il fut traducteur dans plusieurs congrès internationaux. Il appartenait à la « gauche » du P.O.B., à la tête de laquelle se trouvait de Brouckère. On connaît les lamentables déviations de ce dernier pendant et après la guerre. De Mau suivit l'exemple de son chef de file. Il s'engagea lui-aussi, au début de la guerre, dans les rangs de l'armée belge. Il

Les ressources étaient les 95.000 francs dont nous avons parlé. Vandervelde, au Congrès du Parti de 1911, demanda que les organisations ouvrières fissent un effort pour subventionner l'œuvre nouvelle, l'idéal à atteindre étant que les travailleurs paient seuls les frais de leur œuvre d'éducation.

La C. F. O. organisa tout d'abord une enquête dans tout le pays sur les Œuvres d'Education ouvrière existantes. Elles étaient peu nombreuses et nullement coordonnées. Deux voyages d'études organisés à Berlin convainquirent les délégués de la nécessité d'une centralisation sérieuse des Œuvres d'Education. Les statuts furent rédigés dans ce sens, et au cours de l'année 1911, le fonctionnement de l'œuvre nouvelle fut assuré dans ses grandes lignes.

On s'efforça de réaliser l'enseignement à trois degrés : local, régional, national.

En remplacement de l' « Ecole du Conseil général » furent créées, à Bruxelles, deux « Ecoles nationales », l'une française et l'autre flamande.

Dans tout le pays, la première année de fonctionnement — pendant l'hiver 1911-1912 — furent édifiées 17 écoles locales et régionales et, enfin, à Bruxelles, Anvers, Gand, Verviers, Serang, Louvain et Renaix, s'organisèrent des « Comités d'Education ouvrière ».

Cette première année et celle qui suivit — 1912 — furent surtout d'expérimentation. Il fallait créer de toutes pièces une œuvre existante ; la tâche était ardue, presque impossible à accomplir par un seul homme, aidé il est vrai par quelques camarades de bonne volonté, mais occupés à leurs besoins professionnelles et ne pouvant consacrer à l'éducation ouvrière que leurs loisirs forcément restreints. Malgré tout, cependant, l'œuvre se développa. La « Section d'Art » fit plusieurs tournées en province, où elle organisa des concerts, des conférences artistiques. On créa l' « Office Central des Bibliothèques », destiné à organiser dans tout le pays des bibliothèques ouvrières destinées à compléter l'enseignement socialiste. Et, en mars 1913, paraissait le premier numéro du *Bulletin de la Centrale d'Education ouvrière*, périodique mensuel destiné à faire connaître, dans les milieux ouvriers, l'œuvre réalisée par l'organisation éducative du Parti.

Les cadres étaient créés. Les grandes lignes générales arrêtées. L'œuvre avait donné des résultats appréciables. Pour qu'elle pût se développer, il fallait qu'elle disposât du personnel régulier nécessaire. Le 1^{er} mai 1913, entraient au service de la C. E. O. deux professeurs permanents, l'un

alla en Russie avec Vandervelde, sous Kerensky, pour engager les soldats russes à continuer la lutte avec les Alliés « pour la démocratie » et la fin de la guerre après un voyage d'études en Amérique ; il reprit sa place au secrétariat de la C.E.O. De Mau n'est pas un policier, ni un orateur. Homme d'étude et d'organisation, il ne s'est pas affirmé « jusqu'aboutiste », avec le mieux éclat que De Brouckère et Vandervelde. Nous avons tenu à donner ces indications, non pour décrire la physionomie d'un homme que, qu'il soit, mais pour faire comprendre l'esprit dans lequel *actuellement* ... étant donné la mentalité générale du P.O.B. ... fonctionne la C.E.O. belge.

français, l'autre flamand, qui allaient pouvoir, secondant l'œuvre du secrétaire, reprendre le travail à pied d'œuvre et lui donner un plus complet développement. Ce fut pendant cette année 1913-1914 que l'Œuvre d'Education belge donna toute sa mesure et que, profitant des leçons de l'expérience, elle put alors mettre en œuvre des principes et des méthodes d'éducation que nous allons maintenant — notre exposé historique terminé — examiner avec quelque détail.

Gh. MASSART.

Le Questionnaire du Conseil d'Etudes Communistes

Un certain nombre de réponses ont été fournies au questionnaire du Conseil d'Etudes Communistes, qui a été envoyé à toutes les Fédérations du Parti, à charge par ces dernières de le distribuer aux sections. Le nombre des camarades qui ont pris la peine de répondre aux questions posées n'est pourtant pas suffisant. Il est nécessaire que la totalité des fédérations fournisse au Parti la documentation économique qui est indispensable pour diriger son action et faire une politique positive.

Les forces constructives que nous voulons susciter ne pourront trouver, comme renseignements sérieux que ceux que nous réunirons nous-mêmes. La documentation bourgeoise, en ce qui concerne la production et les échanges, étant toujours plus ou moins entachée d'impartialité.

L'enquête commencée n'est que le début d'une série d'études que nous devons faire dans l'intérêt supérieur de notre cause. Pour être à même de prendre en mains la gestion des entreprises, nous devons étudier tout d'abord ces dernières, constater leurs vices de fonctionnement, leur mauvaise répartition territoriale, leur manque de liaison, etc. Nous ne produirons mieux, nous ne construirons mieux, nous n'administrerons mieux que ne le fait la société bourgeoise que si nous apprenons notre métier sur « le tas ». C'est en démontrant un à un les rouages de la machine capitaliste que nous saurons déterminer avec exactitude ceux qui sont à modifier ou à refaire.

Ceux qui n'auraient pas reçu le questionnaire du Conseil d'Etudes Communistes n'ont qu'à le demander, 120, rue Lafayette ; il sera envoyé gratuitement et par retour du courrier.

J. TRAVAUX.

VIENT DE PARAITRE :

Fernand LORIOT

Un an après Tours

Une brochure 0 40
 Les 25 exemplaires..... 8 fr.
 Les 50 — 15 fr.
 Les 100 — 25 fr.

En vente à la librairie de l'Humanité.

L'Art dans la Russie des Soviets

(Suite et Fin)

Nous arrivons ainsi tout naturellement à la seconde partie de notre sujet, car cette acquisition de connaissances nouvelles, ce remuement d'idées, cet apport d'impressions, ce foisonnement de germes féconds dans ces esprits vierges, doivent nécessairement éveiller aussi les facultés créatrices.

Dans quel sens a-t-on cherché à favoriser cet éveil et quelles sont les manifestations artistiques premières de ce grand bouleversement social, qui a agi plus ou moins profondément sur tous les esprits ?

La phase que nous observons est encore celle du chaos primitif où l'on distingue mal les ténèbres de la lumière. Nous trouverons nécessairement beaucoup de confusion, beaucoup de tâtonnements.

Et, tout d'abord, nous constaterons que même les premiers rudiments de l'art par le moyen duquel la société communiste devrait s'exprimer de la manière la plus immédiate, la plus visible — ie veux dire l'architecture — font encore complètement défaut.

Il est vrai que la Russie est, sous ce rapport, l'un des pays les plus mal préparés. Sous le tsarisme, l'architecture avait gardé un caractère tout à fait traditionnel et d'ailleurs nullement national. Depuis Pierre le Grand, les styles d'importation européenne n'avaient cessé de régner et de prédominer : style italien, style français. Dans l'architecture des palais des riches, dans celle des monuments d'apparat, c'était cette double tradition qui prédominait : d'une part, un style imité du style Empire français, d'autre part un style s'inspirant encore de Palladio. A cela s'était ajouté, spécialement dans la construction des églises, une imitation des anciens styles russes, depuis le byzantin jusqu'au style national du seizième siècle.

Aucun des grands problèmes de l'architecture moderne n'avait été abordé : banques, grands magasins, coopératives, maisons du peuple, gares de chemin de fer, vastes établissements d'instruction, rien de tout cela n'avait été spécialement étudié ; et même l'influence allemande, malgré le voisinage et malgré la propagande active à laquelle se livrait la librairie, ne s'était exercée que très faiblement en Russie. Nonobstant le développement extraordinaire de l'art théâtral russe et l'intérêt spécial accordé à tout ce qui se rapporte au théâtre, les problèmes architecturaux qu'il suscite semblent avoir été presque complètement négligés en faveur des problèmes de la mise en scène et de la décoration. Ici encore, on ne trouve pas trace de l'effort continu et si fécond fait en ce sens en Allemagne.

Semblablement, les nouveaux procédés de construction, comme le ciment armé, ont été peu employés dans les travaux d'architecture proprement dits et pas étudiés du tout quant à leurs possibilités artistiques.

Depuis la Révolution, non seulement on n'a rien construit (ce qui se conçoit), mais on n'a même pas projeté grand-chose ; un projet trop ambitieux d'agrandissement de Moscou a été vite abandonné.

L'été dernier, on pouvait voir à l'exposition technique qui accompagnait le Congrès des syndicats, la maquette d'un monument de la 3^e Internationale, qui est, à mon sens, un ouvrage incohérent et dénué de toute conception artistique. Ce monument, qui, en grandeur d'exécution, serait aussi haut que la tour Eiffel, est formé d'une vaste spirale en métal, qui a le même air de gigantesque échafaudage que ladite tour, et au milieu de laquelle sont suspendus des solides géométriques en verre, avec des côtés de fer ou de laiton : en bas, un cylindre d'environ 80 mètres de diamètre, destiné à contenir la salle des Congrès de la 3^e Internationale, des salles pour dactylos, une bibliothèque, un restaurant ; au-dessus, une pyramide pour les séances de l'Exécutif, puis un cylindre plus petit pour la station radiotélégraphique ; enfin, une demi-sphère comme station de lumière et de force électriques ; chacun de ces solides tournerait : le grand cylindre ferait une révolution complète en un an, la pyramide en un mois, le petit cylindre en un jour, la demi-sphère en une minute. Ce mouvement symboliserait le mouvement continu de l'Internationale, le verre symboliserait la clarté qui règne dans cette institution, et ainsi de suite.

Cette fantaisie est due à un artiste qui n'était point originairement architecte, mais peintre, Tatline, jeune professeur à l'Académie de Pétersbourg, qui a joué un rôle important dans le monde artistique depuis la Révolution. Procédant visiblement du futurisme, Tatline trouve la machine beaucoup plus intéressante que l'homme, et voudrait donner à l'art une base mécanique et non organique ; il confond la technique de la machine et l'art, il efface toute limite entre les arts : il a remplacé la plastique par une sculpture-peinture, il a inventé le contre-relief, à l'aide duquel il représente des « quintessences de machines », en se servant de toutes les matières et objets imaginables : bois, verre, fer-blanc, vis, armatures électriques, lentilles de microscopes, etc.

En réalité, on ne voit guère quel rapport tout cela peut avoir avec le communisme ou avec un art prolétarien. Cette admiration fanatique de la machine est un trait bien « futuriste » et dérive en droite ligne de la civilisation archi-industrielle, produite par le capitalisme dans la dernière phase de son évolution, et du matérialisme, dans le sens non philosophique du mot, qui en est la conséquence. Les futuristes italiens sont bien plus logiques que Tatline, en y associant l'impérialisme nationaliste et l'amour de la guerre pour la guerre. Les chansons pyrotechniques de Marinetti s'harmonisaient parfaitement avec les quintessences de machines de Tatline.

Au début de la Révolution se produisit une assimilation, qui était inévitable, entre les tendances dites avancées ou révolutionnaires en art et celles auxquelles on applique les mêmes qualificatifs en politique : cette assimilation était inévitable parce qu'elle existait avant la Révolution, parce qu'elle est admise couramment partout. Dans les journaux socialistes, toute directive précise en fait d'art manque le plus souvent, et l'on y soutient alors les tendances extrémistes, l'art d'avant-garde par simple analogie de mots, sans s'apercevoir

que ce que l'on préconise ainsi est en réalité, dans le plus grand nombre de cas, un produit, une expression du régime que l'on combat ; et, d'autre part, les artistes non encore reconnus se considèrent comme des révolutionnaires et cherchent un appui chez les gens qui ne risquent point d'être entachés d'académisme.

Lounatcharsky, qui, nous l'avons vu, est un homme de goût et un intellectuel raffiné, de l'aveu même d'un adversaire absolu de ses idées politiques, favorise les tendances novatrices en art et craint visiblement de refuser crédit aux jeunes talents. Et ce n'est point qu'il se fasse illusion sur la valeur réelle de ces mouvements artistiques : il a écrit lui-même, à propos du futurisme, que c'est « la continuation de l'art bourgeois avec certaines attitudes révolutionnaires ». Mais Lounatcharsky ne veut point courir le risque de perdre le bon grain avec l'ivraie.

Il laissa libre jeu à tous les futuristes, cubistes, expressionnistes, suprématises, imaginistes, etc., qui confondaient le triomphe de la Révolution avec le leur. Ces artistes prirent donc la première place dans l'organisation artistique du nouveau régime, d'autant plus facilement qu'ils adhèrent à ce régime, soit par conviction, soit parce qu'ils y voyaient une occasion de se produire dans des conditions plus avantageuses que sous aucun autre. Ils exercèrent une influence prépondérante dans le collège des Beaux-Arts du Commissariat de l'Instruction publique. Les anciennes académies impériales furent supprimées ; dans les nouvelles institutions, les professeurs sont désignés par les élèves par voie d'élection ; comme les tendances artistiques dites « avancées » prédominent parmi les jeunes, la plupart des professeurs élus appartiennent à la génération post-impressionniste.

Umansky, dans son livre sur le « Nouvel Art en Russie » (*Neue Kunst in Russland*), définit ainsi l'évolution artistique russe de ces dernières années : « De la représentation de la nature à la pure création artistique ; du statique au dynamique ; de la dissolution impressionniste de l'objet à son analyse de plus en plus stricte ; par l'exclusion de tout ce qui est passager et accidentel, à la formation architectonique de l'image ; du monde empirique du phénomène au monde transcendantal ; du monothématique au polythématique ; du rythme de la nature au rythme mécanique moderne : de l'imitation de la nature à la création artistique personnelle, indépendante du modèle ».

En beaucoup de points, ce programme est aux antipodes de l'art populaire. Les artistes dits d'avant-garde eurent tout le loisir de le développer dans les nombreuses expositions d'Etat qu'ils organisèrent et dans les fêtes publiques, dont ils furent les décorateurs attitrés.

En 1918, la fête du 1^{er} anniversaire de la Révolution (25 octobre ancien style-7 novembre) fut organisée presque exclusivement par des corporations d'artistes « expressionnistes » : les peintres firent des décors gigantesques qui masquaient toute la façade des maisons, changeant complètement le caractère des édifices et même des jardins, substituant le bariolage violent des jouets et des décors russes ou des anciennes églises du style national, aux façades de teinte uniforme et de caractère européen des maisons modernes.

La décoration des trains de propagande leur fournit aussi prétexte à déployer leur fantaisie. On organisa un musée spécial pour leurs œuvres : enfin, ils firent de nombreuses expositions : en 1919, à Moscou, il n'y en eut pas moins de 13, comprenant 28.000 œuvres, et l'on distribua plus de 300.000 cartes d'entrée.

En mai 1918, on avait institué un vaste concours gouvernemental pour une soixantaine de projets de nouveaux monuments aux grands révolutionnaires du monde (tant dans le domaine scientifique ou artistique que dans le domaine social). Il ne reste pas grand'chose des maquettes qui furent exposées sur les places de Moscou ; rien ne fut exécuté définitivement par manque de moyens matériels et aussi parce que les projets étaient en général de qualité médiocre.

Il n'a pas subsisté grand'chose non plus des décorations de fête, même dans l'esprit du peuple, et ces tentatives semblent avoir laissé plutôt une impression d'ébahissement que d'admiration.

Les affiches de propagande, dont le but est didactique avant tout, mais qui pouvaient acquérir une valeur non momentanée par un traitement artistique, n'ont en général pas grand mérite et ne valent guère mieux que les affiches de guerre des différents pays entraînés dans le conflit mondial.

Les efforts des artistes novateurs semblent avoir été un peu plus fructueux dans le domaine de l'art décoratif : là, l'élément représentation, figuration de l'objet extérieur, n'existe plus ou plutôt il n'y a plus lieu de le concilier avec le traitement artistique, il n'y a plus d'opposition entre l'objet extérieur et l'art ; l'objet lui-même est matière d'art et l'esprit créateur n'a plus à concilier des éléments de nature contraire, mais à harmoniser son inspiration au motif initial de l'œuvre.

Les ateliers d'art décoratif, notamment le « premier atelier de Moscou », sous la direction de Maliévitch, le peintre « suprématisse », exposèrent, en juillet-août 1919, des œuvres de textile et de céramique, les premières, parait-il, spécialement remarquables. Les jeunes artistes expressionnistes tentèrent de faire passer dans le peuple les motifs décoratifs qu'ils inventaient, et des paysannes exécutèrent des broderies faites d'après leurs modèles.

Mais il ne semble pas que ces tentatives aient eu un effet durable : l'activité des ateliers d'art décoratif s'est ralentie : les produits récents de la céramique que j'ai vus l'an dernier, notamment les tasses faites pour le 3^e Congrès de l'Internationale, n'avaient pas une grande valeur artistique et attireraient plus par leurs couleurs vives que par le rythme de leurs lignes et l'harmonie générale de leurs formes et de leurs motifs ornementaux.

Aujourd'hui, il y a une réaction visible en Russie contre l'influence prépondérante des futuristes, suprématises, etc. Le nouveau règlement de l'Académie des Beaux-Arts de Pétersbourg, fait cet été, en est une preuve : on a établi un examen d'entrée que devront passer tous ceux qui sont entrés à l'Académie depuis 1918. On considère qu'ils n'offrent pas de garanties de sérieux suffisantes. J'ai entendu affirmer que Tatline, qui a joué un grand rôle depuis la Révolution, y avait eu, même matériellement, une influence désorganisatrice.

L'action exercée par la Révolution a été jusqu'ici bien plus importante dans le domaine du théâtre que dans celui des arts plastiques. Les Russes ont des dons tout particuliers pour le théâtre, et dans tous les sens, qu'il s'agisse du chant, de la mimique, de la danse, de la décoration scénique ou de la création dramatique.

Nous en avons eu quelques échos, quelques reflets en Occident : les ballets russes ont eu à Paris et ailleurs le succès que l'on sait ; le *Théâtre de la Chauve-Souris* de Moscou, qui s'est dédoublé et est venu l'hiver dernier donner des représentations à Paris, a révélé un théâtre de variétés bien supérieur en qualité aux nôtres.

Mais tout cela, je le répète, n'est qu'un simple reflet de l'art théâtral tel qu'il existe en Russie, tel qu'on ne peut encore l'apprécier que là-bas, malgré les obstacles que les difficultés matérielles opposent actuellement à ses réalisations. Il est difficile de se faire ici une idée de ce qu'est le théâtre en Russie, non seulement dans ses manifestations les plus raffinées, mais dans son ensemble. J'ai été en Russie en dehors de la saison théâtrale, j'ai vu surtout des représentations populaires, faites avec des moyens insuffisants, des scènes trop petites, des figurants trop peu nombreux, un orchestre réduit, quand il ne faisait pas complètement défaut et n'était pas remplacé par un simple piano, — et cependant toutes ces représentations m'ont laissé des souvenirs inoubliables, parce que les acteurs ne jouent pas leur rôle : ils le vivent, ils y entrent tout entiers, ils se transforment en le personnage qu'ils représentent ; jamais on ne sent en eux le cabotin, l'homme qui veut se faire briller personnellement aux dépens de l'œuvre. Cette conscience, cet esprit religieux, qui est l'une des caractéristiques du peuple russe, se retrouve ici. Et l'on apprécie davantage encore ce trait de caractère, quand on sait dans quelles conditions jouent actuellement les acteurs en Russie.

Epuisés par les privations matérielles, tombant parfois d'inanition entre deux actes, obligés de faire des kilomètres à pied pour aller de chez eux au théâtre, vu l'insuffisance des services de tramways ou l'impossibilité d'en user là où ils sont réservés aux ouvriers, ils doivent donner des leçons ou faire des représentations supplémentaires à leur bénéfice, pour tâcher d'augmenter la ration insuffisante que leur fournit l'Etat. Il leur faut un amour extraordinaire de leur art pour s'y adonner comme ils le font, corps et âme, et pour nous communiquer des impressions aussi puissantes.

Le théâtre est vraiment populaire en Russie, non seulement parce qu'il attire le peuple, mais aussi parce qu'il puise au sein du peuple ses meilleurs éléments. Certains de ses plus grands acteurs, Chaliapine, par exemple, sortent directement du peuple. Et il faut avoir entendu Chaliapine chantant une chanson d'artisan et entraînant toute une salle pleine d'ouvriers à chanter avec lui le refrain, pour se rendre compte de la communication intime qui existe entre le peuple et lui et des dons artistiques exceptionnels de ce peuple, — car nulle part on ne trouverait un chœur improvisé d'un tel ensemble et d'une pareille profondeur de sentiment.

A tout moment, des vocations théâtrales peuvent se révéler au sein des masses : aussi la République des Soviets a-t-elle fait tout son possible pour en favoriser l'éclosion et la reconnaissance. C'est l'une des tâches principales de l'institution destinée à développer la culture prolétarienne (institution appelée, par abréviation, *Proletkult*), que de rechercher les vocations artistiques et de leur fournir les moyens de se manifester.

Dès qu'on a reconnu les aptitudes artistiques, musicales, théâtrales ou autres, d'un ouvrier, on lui permet de ne plus travailler que le matin à l'usine ; le soir, il va s'exercer au *Proletkult*, et si l'on reconnaît là qu'il a un grand talent et qu'il peut s'adonner complètement aux arts, il cesse de travailler à l'usine pour compléter son éducation au *Proletkult*.

Depuis la Révolution, on a fondé un nombre énorme de nouveaux théâtres, non seulement dans les grandes villes, chefs-lieux de gouvernement, mais dans des petites villes et même dans les villages. Il y a maintenant 2.197 théâtres dans la République des Soviets ; 268 Maisons du Peuple ont un théâtre ; il existe en plus, dans les villages et

les campagnes, 3.452 petits soviets artistiques, qui donnent à l'occasion des représentations. En 1916, il y avait environ 70 théâtres ayant une valeur artistique dans toute la Russie et 130 à 140 théâtres médiocres ; ceux-ci ont été supprimés. Aujourd'hui, il y a une véritable rage de théâtre : chacun veut apprendre à danser, à jouer, à mimer.

Beaucoup de régisseurs et d'organiseurs de théâtres de l'ancien régime sont restés, soit en se résignant à la situation nouvelle, moins brillante et luxueuse que l'ancienne, soit en l'acceptant avec enthousiasme pour les perspectives inattendues qu'elle offre. Ce dernier cas est celui de Meyerhold, qui, à la veille de la Révolution, considérait encore le théâtre, comme fait pour une minorité d'élite et montait des spectacles brillants et raffinés à Pétersbourg en présence de la Cour, tandis qu'il préconise maintenant un théâtre des masses fait pour et par le peuple.

Meyerhold est aujourd'hui l'une des personnalités les plus influentes dans les milieux officiels pour tout ce qui concerne l'organisation du théâtre.

Meyerhold a créé le « Premier théâtre de la République fédérative des Soviets de Russie », qui est considéré comme l'entreprise révolutionnaire par excellence en ce domaine. Il monta avec le plus grand soin les *Aubes*, de Verhaeren, qui n'eurent pas de succès parmi le peuple ; puis une pièce de Maïakovsky, intitulée : *Mysteria-Bouffe* (1), qui tient l'affiche et qui représente le mieux les tendances actuelles de Meyerhold ; le titre même le résume : d'un côté, c'est le retour aux « Mystères », au théâtre des masses du Moyen Age ; d'autre part, pour l'animer, c'est le recours à l'improvisation bouffonne de l'ancien théâtre italien, de la *Commedia dell'Arte*. La pièce est, quant au sujet, une pièce de propagande destinée à représenter le régime des Soviets, au détriment de tous les régimes antérieurs, comme le meilleur qui existe. Mais Meyerhold pourrait changer de sujet sans inconvénient. Ce qui l'intéresse, c'est la mise en scène, ce sont les grands mouvements de masse.

En Russie, on tend à réaliser un rêve que les Russes ne sont pas seuls à faire aujourd'hui : transporter l'art dramatique hors des limites étroites, de l'atmosphère d'une salle, sur la place publique ; y faire participer les masses, confondre le spectateur et l'acteur.

Voici comment Kel, qui est à la tête du centre politique d'éducation par le théâtre, exposait ce projet cet été à André Julien (2) : « Il faut créer un théâtre où les masses prennent part à la création dramatique. Le centre d'éducation physique et militaire, obligatoire pour tous, devra concourir à la préparation des masses dans ce but : il est nécessaire de rapprocher les deux courants de culture physique et de culture artistique, afin de réaliser la devise des anciens : « *Mens sana in corpore sano* ». L'auteur fera le canevas de la pièce ; le régisseur réglera l'ensemble de la mise en scène. Au moment où la foule devra prendre part à l'action, les spectateurs seront entraînés à chanter avec les acteurs, à vivre la pièce ; ils seront pris, comme l'artiste, du désir de créer ».

Cela est-il réalisable et aboutirait-on ainsi à autre chose qu'au désordre et à la cacophonie si tout n'était réglé exactement d'avance ? Je laisse à d'autres le soin de répondre à cette question, — d'au-

(1) Lounatcharsky a caractérisé cette pièce en l'appelant : « une affiche dramatique ».

(2) D'après des notes manuscrites du camarade Julien, auquel on doit les intéressants articles sur la Russie, parus dans *l'Illustration* des 27 août et 3 septembre 1921.

tant plus que je n'ai eu l'occasion d'assister à aucune de ces représentations en plein air, où agissent des masses, qui ont été décrites par plusieurs des écrivains ayant voyagé récemment en Russie, et notamment par Arthur Holitscher dans son remarquable livre : *Drei Monate in Sowjet Russland*.

Holitscher a assisté à une représentation commémorative de la Révolution d'octobre-novembre 1917, qui figurait dramatiquement la prise du Palais d'Hiver à Pétersbourg, à l'endroit même où elle s'était passée. Et rien n'y manquait : ni les révolutionnaires, affluant armés par milliers de toutes les rues adjacentes, ni les coups de fusil, ni le crépitement des mitrailleuses, ni même à la fin le croiseur tirant de la Néva sur le palais.

Et le spectacle était si impressionnant, l'entrain de cette foule était tel, la vie qui s'en dégageait était si immédiate, si poignante, que les spectateurs passifs qui y assistaient de quelques fenêtres des maisons voisines se sentaient subjugués par cette force formidable et se demandaient, pris d'une inquiétude physique, si ce n'était pas à la Révolution même qu'ils assistaient.

Cette substitution finale de l'émotion brutale et matérielle que donne la réalité à l'émotion sublimée de l'œuvre dramatique, qui doit toucher surtout l'âme, est-elle chose désirable ? Je ne le crois pas, du point de vue artistique ; mais elle témoigne en tout cas de l'extraordinaire talent de ces acteurs improvisés, de toute cette foule qui entre si bien dans le jeu, qu'elle semble oublier qu'elle joue et ressuscite pour ainsi dire l'action qu'elle doit représenter.

Vous voyez où tend Meyerhold. Stanislavsky, qui dirigeait et dirige encore le Théâtre des Arts à Moscou, ne s'est point converti à ces idées. Il garde le respect de l'œuvre d'art accomplie, achevée, où rien n'est laissé au hasard de l'improvisation, et le souci d'une exécution parfaite, adéquate à l'œuvre, aussi soignée dans les détails de la mise en scène que dans le jeu des acteurs, harmonieuse en tous points. Dans ce théâtre, où tout est recueilli, où l'on vit par l'art et pour l'art, il n'est même pas d'usage d'applaudir. C'est le principe absolu de la non-participation matérielle du spectateur à l'action dramatique : nous sommes ici à l'opposé des tendances de Meyerhold.

Je ne tomberai pas dans le travers de qualifier la tendance de Meyerhold de plus avancée, celle de Stanislavsky de plus conservatrice ; ce sont des dénominations qui n'ont pas grand sens en art. Mais je noterai que la tendance de Meyerhold, bien que plus populaire en apparence, ne semble pas captiver spécialement le peuple dans son ensemble. Le peuple continue à tenir beaucoup aux chefs-d'œuvre anciens : quand le célèbre acteur Yourieff, du Grand Théâtre de Pétersbourg, reprit *Cédipe Roi* en mai 1918, il eut un succès énorme, qui l'engagea à rejouer *Macbeth*, *Don Carlos*, *Othello*, le *Roi Lear*, et ce fut avec le même succès.

Leo Matthias, dans l'intéressante étude sur le théâtre en Russie soviétique, dont la traduction a paru dans *l'Art libre* (1), constate aussi cet attachement du public à l'ancien répertoire et particulièrement aux pièces d'Ostrovsky, le plus populaire des auteurs dramatiques russes (1823-1886). Ostrovsky est un auteur spécifiquement russe, qui, dans des pièces d'une intrigue très simple, a mis en scène le plus grand nombre de types caractéristiques, tels qu'on les coudoie dans la vie journalière, types empruntés notamment au monde des marchands de Moscou qu'il avait bien connus.

Cette tendance du public russe à apprécier les

pièces en vertu de leur qualité dramatique et non à cause de leur sujet ou de leur plus ou moins grande actualité, modernité ou nouveauté, parle d'ailleurs en sa faveur et prouve qu'il a un véritable sens artistique.

Il serait téméraire de tirer de l'ensemble de ces remarques et de ces observations forcément incomplètes, une conclusion de portée générale ou quelque prédiction sur l'avenir artistique de la Russie.

Mais ce que j'ai constaté, ce que j'essaie de faire sentir ici, c'est la richesse et la générosité de ce terrain humain, c'est la fertilité de ce peuple, c'est la multiplicité de ses possibilités d'avenir. Le peuple russe est bien tel que nous l'avons aperçu à travers les productions de ses écrivains : en lisant Tolstoï, Dostoïevsky, Gorky et tant d'autres, nous nous sentions remués bien plus profondément que par les œuvres françaises, allemandes ou anglaises. Une voix plus grave, plus prenante, plus sincère, plus profonde, plus directement humaine, nous parlait par leur intermédiaire : c'était la voix du peuple russe, d'un peuple vierge, non gâté par la lecture des journaux, par les trépidations du cinématographe, d'un peuple dont la vie profonde n'est point recouverte, dissimulée par un vernis uniforme de notions superficielles et d'opinions apprises. Bien souvent, en lisant des récits de la vie de ce peuple ou en entendant relater des événements de son histoire actuelle, ai-je pensé aux peuples de la fin du Moyen Age, dont je cherchais naguère à retrouver l'âme dans les archives et les monuments de Florence. Comme eux, le peuple russe est capable de brutalités et de violences qui nous effraient, mais aussi de grands mouvements de pitié, d'amour, d'enthousiasme ; comme eux, il est religieux ; comme eux, profondément artiste.

Un mouvement formidable comme cette Révolution qui a remué les couches les plus profondes de la population et appelé à la vie politique active, forcé en quelque sorte à s'occuper de la chose publique, des gens qui étaient restés jusqu'ici étroitement soumis à un pouvoir autocratique ; une Révolution qui a apporté tout un monde d'idées nouvelles, non pas en mots, non pas dans les livres réservés aux initiés, mais dans la réalité active, et a suscité partout des discussions passionnées, ne peut pas ne pas exercer une influence énorme sur la vie collective et individuelle et sur l'œuvre d'art qui en est l'expression.

Il est indubitable que l'art en Russie se ressentira de ce bouleversement du terrain social : nous pouvons nous attendre à ce que de nouvelles floraisons éclatantes sortent du sol remué en ses profondeurs. Mais, encore une fois, ne soyons pas trop pressés et n'espérons pas le miracle d'une floraison surgissant par enchantement avant que les semences nouvelles aient trouvé pour germer un terrain d'une stabilité relative.

Jacques MESNIL.

Le Bulletin Communiste publiera prochainement la conférence faite, à l'Ustica, par Albert Mathiez, sur :
Maximilien Robespierre

(1) Numéro de septembre 1921.

Le Commerce et l'Etat prolétarien ⁽¹⁾

Le nouveau principe de la liberté du commerce a été jusqu'à présent établi au moyen de décrets fixant seulement les droits et les privilèges des coopératives dans le domaine commercial. Nous pensions que les coopératives réussiraient à conquérir un rôle dominant sur le marché. Mais le droit accordé aux entreprises d'Etat de vendre une partie de leurs produits et le développement du système d'affermage ont jeté sur le marché une série de produits qui ne peuvent pas être introduits par l'intermédiaire des coopératives. Le commerce privé, par suite d'une certaine faiblesse des organisations coopératives, s'est tellement développé, que les coopératives, non seulement ne dominent plus le marché, mais même sont obligées d'utiliser le service de personnes privées. Notre politique commerciale doit tenir compte de ces faits et se donner pour devoir : 1° de donner au commerce d'Etat et des coopératives des privilèges qui leur permettent de dominer peu à peu le marché ; 2° de rendre le commerce privé dépendant de l'Etat, par l'allocation de crédits.

L'un de nos devoirs les plus importants consiste à empêcher légalement le commerce privé de prendre un caractère de spéculation usuraire. Tout d'abord, il faudra créer des lois déterminant exactement les marchandises pouvant faire l'objet de commerce.

Certains objets, comme par exemple la terre, ne doivent pas être aliénés ou transportés dans le commerce. Il faudra ensuite déterminer les sortes de contrats commerciaux, afin que les deux parties puissent s'adresser aux tribunaux. De même, les moyens et formes des opérations de crédit, (l'échange, les obligations, etc.), ainsi que l'enregistrement des contrats commerciaux, la comptabilité des commerçants et firmes commerciales, etc.

Le commerce d'Etat consiste dans la vente des produits qui constituent un monopole d'Etat, et de ceux qui ne sont pas soumis au monopole, pour augmenter les revenus de l'Etat, ainsi que dans l'achat de certains produits qui seront utilisés par les consommateurs ravitaillés par l'Etat. Par suite du passage de l'ancien type de monopole d'Etat, qui consistait à retirer complètement du commerce certains produits, au nouveau type de monopole fiscal, une certaine hésitation se produit dans la question de savoir ce qu'est exactement le commerce d'Etat. C'est pourquoi le commissariat du peuple aux Finances, le Conseil supérieur de l'Economie nationale et le commissariat du peuple au Ravitaillement doivent déterminer ce qui appartient exactement au commerce d'Etat. En outre, des Sociétés commerciales par actions mixtes doivent être créées, dans lesquelles l'Etat disposera d'un certain nombre d'actions, participera aux bénéfices et contrôlera le travail.

Puisque les organes économiques d'Etat font le commerce sur la base du principe commercial privé, les fabriques et les trusts pourront vendre leurs produits, mais en aucun cas ils ne pourront vendre les matières premières et moyens de production qu'ils reçoivent de l'Etat ou qu'ils se procurent eux-mêmes. Ces fabriques peuvent acheter des

matières premières, des machines, des produits alimentaires destinés au ravitaillement des ouvriers, mais ne peuvent pas acheter de produits ne se rapportant pas à leur production. Les objets de commerce des coopératives sont les produits et les moyens de production des petites entreprises, ainsi que les objets de consommation. Quand les organes d'Etat ont besoin de ces produits, ils doivent s'adresser aux coopératives et leur accorder, dans ce but, l'argent nécessaire ou les marchandises destinées à l'échange. Le crédit permet à l'Etat d'influer sur le commerce. Il lui offre la possibilité de concentrer entre ses mains la direction des opérations commerciales, sans les entreprendre directement lui-même. Mais encore faut-il que le commerce se soit assez développé pour que le crédit commence à jouer un rôle décisif. C'est pourquoi il est nécessaire de créer des institutions de crédit, telle que des caisses de crédit, coopératives de crédit agricole, etc. En outre, on pourra créer des banques privées, dont les statuts devront être sanctionnés par l'Etat ; on devra organiser, auprès de la Banque d'Etat, des banques centrales spéciales, soit d'Etat, soit mixtes, dont la Banque d'Etat devra posséder une partie des actions et sur lesquelles elle devra exercer son contrôle.

Il faudra accorder une grande attention aux Bourses de marchandises et aux foires. Pourront participer aux assemblées des Bourses, non seulement les organisations d'Etat et les coopératives, mais aussi les commerçants privés. Etant donné que nos transports sont faiblement développés, il faudra également accorder une grande attention à l'organisation et au développement des Bourses de marchandises locales, à côté des Bourses de marchandises centrales. Des foires devront être organisées régulièrement : foires centrales, foires régionales et, surtout, foires locales.

Les Soviets locaux devront créer des organes spéciaux chargés de contrôler le commerce.

Nous laisserons de côté la question d'un commissariat du commerce. Il est cependant nécessaire, dès maintenant, de créer un organe (par exemple, une commission auprès du Conseil du Travail et de la Défense), qui s'occupera tout d'abord de la préparation d'un Code commercial, du rassemblement et de la préparation de matériaux sur l'état du marché, et devra préparer les décrets nécessités par les conditions de vie pratiques.

UNE VIE HUMAINE POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez
24 francs, vous sauvez la vie d'un
affamé russe. — NANSEN.

Cotisez-vous ! Souscrivez !

(1) D'après la *Vie Economique* de Moscou.

Le Congrès des Révolutionnaires de l'Extrême-Orient

Le premier Congrès des révolutionnaires de l'Extrême-Orient vient de se réunir, à l'appel et sous les auspices de l'Internationale, à Petrograd et à Moscou. Réunion on ne peut plus opportune au lendemain de la Conférence de Washington où quatre grandes Puissances ont conclu un accord pour l'exploitation en commun des peuples de l'Asie orientale.

Les organisations communistes et révolutionnaires de la Chine, du Japon, de la Corée, de la Mongolie, de Java ont été largement représentées. Leurs délégués ont fraternisé sous le drapeau rouge, du communisme avec les camarades des partis européens, invités au Congrès. Les représentants des travailleurs opprimés et exploités des peuples de l'Extrême-Orient, privés, dans leurs propres pays, de toute liberté, ne pouvaient évidemment se réunir de la sorte que sur le territoire de la République des soviets.

L'importance de cette manifestation internationale est grande. Jusqu'à présent les peuples de l'Extrême-Orient ont été, divisés par leurs maîtres, en proie au mensonge patriotique, au nationalisme. Mais l'idée que les exploités de tous les pays sont frères et ont les mêmes intérêts à défendre fait son chemin parmi eux.

Les rapports présentés au Congrès nous ont représenté l'impérialisme japonais comme le danger le plus grave pour l'Extrême-Orient. La Corée piole sous un joug sanglant. La Chine est pour les grandes puissances capitalistes un domaine d'exploitation et les classes possédantes chinoises n'hésitent pas à s'allier aux exploités étrangers. La Mongolie, après avoir été menacée par l'impérialisme japonais et le capitalisme chinois, vient enfin de se libérer à la fois de la féodalité et de la théocratie. Pour appartenir à un pays vainqueur et oppresseur les travailleurs japonais ne sont pas moins spoliés, brimés, privés de droits que leurs frères coréens et chinois.

L'entente entre les représentants de ces pays n'a pas été difficile. La plupart des résolutions prises n'ont pas occasionné de débats importants. C'est qu'elles expriment des situations et des idées très nettes dans tous les esprits. Le camarade Zinoviev avait ouvert le Congrès par un remarquable discours traitant de la situation de l'Extrême-Orient et des résultats de Washington. Ce n'est pas à Washington, à Londres ou à Gênes que les peuples opprimés ont à placer leurs espoirs, c'est au cœur de la révolution sociale, c'est-à-dire Moscou !

Un examen rapide, mais approfondi, de leurs situations fit tout de suite comprendre aux délégués des pays de l'Asie orientale que leur intérêt commun est de s'unir nationalement et internationalement contre le capital et l'impérialisme — et d'abord contre la redoutable puissance militaire du Japon. Le Congrès fut unanime à le proclamer. Tant que l'impérialisme japonais n'aura pas été jeté bas, les travailleurs chinois, coréens, indonésiens, mongols, n'auront ni paix, ni sécurité véritables.

Quoique correspondant à des nécessités historiques d'ordre général le mouvement révolutionnaire de l'Extrême-Orient est des plus variés dans ses aspects. En Corée le mouvement fut surtout nationaliste jusqu'à la grande insurrection, noyée dans le sang, de 1919. L'expérience douloureuse de ces dernières années a porté ses fruits. Un Parti Communiste coréen s'est formé, faible encore, mais en voie de développement. Les révolutionnaires coréens comprennent de mieux en mieux que leur peuple ne peut être libéré que par l'effort de tous les prolétariats de l'Extrême-Orient — y compris le prolétariat japonais — contre l'impérialisme nippon.

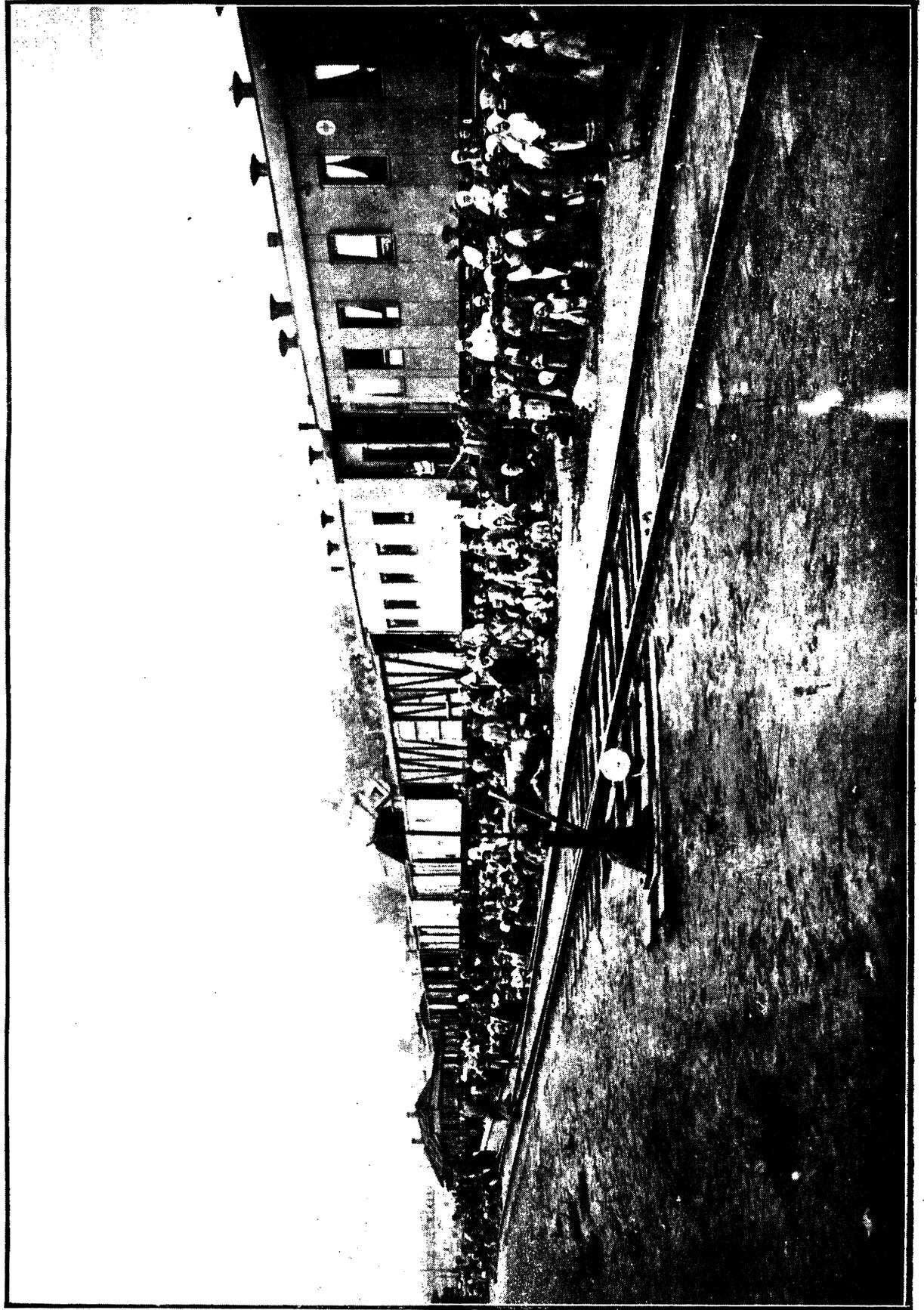
La Chine est encore, dans une très large mesure, un pays féodal et agricole. Sa population est en majorité formée de paysans et de coolies, ceux-ci innombrables et infiniment déshérités. La révolution industrielle vient de commencer en Chine : le prolétariat ne fait donc qu'y naître. Mais depuis 1910-11, la Chine traverse une période révolutionnaire. Elle n'a pas encore de gouvernement stable. Celui de Pékin est en faillite et ne dure que par la grâce des Etats européens, ses créanciers. Il est combattu par celui de Canton, à la tête duquel se trouve Sun-Yat-Sen. Soutenu par ses créanciers impérialistes le gouvernement de Pékin parviendra peut-être à abattre son rival, ce qui n'aura pas à nos yeux une importance majeure. La Chine a besoin en ce moment d'un vrai Parti Communiste capable de réaliser l'union de toutes les forces révolutionnaires. Les travailleurs chinois sont, leurs délégués l'ont hautement déclaré, disposés à s'unir en premier lieu contre les exploités étrangers. Déjà ils l'ont montré en boycottant naguère les marchandises japonaises.

Sous tous les rapports, le Congrès des révolutionnaires d'Extrême-Orient a été un grand succès. Les plénipotentiaires des Etats impérialistes ont pu conclure à Washington des accords temporaires ; leurs négociations n'ont que mieux fait ressortir qu'une entente et une paix authentiques entre requins du capital international est complètement impossible. Au contraire, ennemis irréductibles, les impérialistes en présence ont différé d'en venir aux mains, pour récupérer, en exploitant l'Extrême-Orient, les forces que la guerre mondiale leur a fait perdre. Toute autre est l'entente des révolutionnaires et des travailleurs. Fondée sur de grands intérêts communs, vitaux, elle est sincère, facile à réaliser, génératrice de résolutions énergiques.

A Moscou et à Petrograd, des frères de lutte et de classe, blancs et jaunes, se sont fraternellement réunis. C'est un grand pas de fait dans l'histoire de l'émancipation du travail. Prolétaires d'Asie d'Europe nous avons un ennemi commun, le Capital, et nos intérêts essentiels exigent que nous demeurions, sous le drapeau rouge de la révolution, étroitement unis. Nous avons montré au Congrès de Moscou que cette union est désormais un fait.

Sen KATAYAMA.

L'ÉXODE DES AFFAMÉS DE LA VOLGA



Chronique Internationale

ALLEMAGNE

C'est au printemps 1921 que Paul Lévi et ses amis inaugureront leur campagne contre le Parti Communiste d'Allemagne, sous le fallacieux prétexte de défendre le communisme contre le *putschisme* et le sectarisme des moscovites.

Les résultats de cette campagne soutenue par tous les moyens, y compris la publication des documents volés au parti, aboutissent maintenant à la capitulation inconditionnelle de l'Association Communiste du Travail (*Kommunistische Arbeitsgemeinschaft*), devant le Parti social-démocrate indépendant.

Le moment et la forme de l'adhésion sont significatifs. Car les indépendants viennent justement de jouer un rôle des plus équivoques dans la grève des cheminots. Leur presse, et en premier lieu la *Freiheit*, a pris nettement position contre les grévistes. Leur fraction parlementaire a sauvé le cabinet Wirth. Elle l'a mis ainsi en mesure de continuer sa politique de réparations hostile à la Russie des soviets et les mesures de répression de M. Groener contre la classe ouvrière. Dans les masses mêmes du parti indépendant cette vilaine attitude provoque contre les chefs un violent mécontentement. Et c'est le moment que l'A.C.T. choisit pour adhérer au parti indépendant, qui lui pose cette condition bien naturelle d'admettre sans réserve le programme et le manifeste de Leipzig. On voit ainsi ces prétendus défenseurs du communisme en abandonner solennellement les principes et se rallier à l'Internationale de Vienne !

La *Leipziger Volkszeitung* s'en félicite avec raison. Elle voit dans le retour des Daeumig, des Geyer et des Hoffmann une confirmation éclatante de la justesse de la tactique des indépendants. C'est exagérer par trop l'importance de l'A.C.T. qui ne possède ni organisation véritable, ni presse (en dehors d'un bulletin et de la revue de Paul Lévi) et dont les effectifs sont réduits à la plus simple expression.

Le parti indépendant n'a du reste fait que très peu de cas du retour de ces brebis égarées. Il n'a pas reçu l'A.C.T. globalement. Ses membres seront individuellement admis par les sections locales. Et la presse des indépendants a prodigué à cette occasion les traits incisifs.

L'A.C.T. n'a pas encore accepté officiellement ces conditions humiliantes mais elle n'a visiblement pas autre chose à faire. Autrefois le Parti Communiste lui avait accordé la plus large latitude d'action. A quoi les disciples de Paul Lévi répondirent avec un manque total de loyauté, en posant de hautaines conditions. L'A.C.T. témoigna à l'époque de la mentalité que traduisent aujourd'hui à son égard les indépendants.

Il n'importe. L'unité des vues rapprochera inévitablement les renégats du communisme et les indépendants. L'A.C.T. meurt et personne ne prendra son deuil. Les ouvriers l'ont toujours considérée comme un petit groupe d'intellectuels étrangers aux masses. Avant de disparaître, elle s'est offert le luxe d'une délégation à la conférence des deux Internationales socialistes, à Francfort ; cela n'accroîtra ni son « influence politique », ni la

portée des manœuvres des chefs socialistes de Londres et de Vienne, qui voudrait laisser croire aux masses, en se servant du nom de l'A.C.T. que « des communistes » ont répondu à leur appel.

L'A.C.T. finit ainsi comme elle a commencé en se trompant elle-même pour tâcher de tromper les autres. Contre le communisme, Paul Lévi n'a rien su faire d'autre !

Ernst MAYER.

Les Thèses du Congrès de Marseille

Le numéro spécial du Bulletin Communiste, contenant le texte des Thèses et Résolutions votées au Congrès de Marseille, est en vente dans nos bureaux, 120, rue Lafayette, et à la Librairie de l'Humanité

La réduction habituelle sera faite aux Groupes, Sections et Fédérations. Adresser les commandes au camarade René Reynaud, 120, rue Lafayette.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.